

Agroalimentaire. Des industriels bretons s'unissent pour recruter

Jean Le Borgne

En difficulté, faute de pouvoir recruter, les industriels de l'agroalimentaire s'unissent. Baptisée Agil'Agro, l'initiative portée par les employeurs et salariés va être expérimentée en Cornouaille.

Monique Ranou, 513 salariés, peiné à recruter des techniciens de maintenance, conducteurs de ligne et de machines. Photo Depoorter



Poids lourd de l'industrie agroalimentaire, Monique Ranou (513 salariés à Saint-Evarzec) peine à recruter.

Le site de production d'Agromousquetaires manque de techniciens de maintenance, de conducteurs de ligne et de conducteurs de machines. Pas au point de refuser des marchés. « On n'y est pas, mais la charge de travail est importante pour le personnel en poste », s'inquiète Christine Serres, la DRH de la filière porc des Mousquetaires.

Un constat partagé par l'ensemble des entreprises de la filière. Selon Marie Kieffer, la directrice générale adjointe de l'association bretonne des

entreprises agroalimentaires et pilote du projet, 63 % des recrutements sont jugés difficiles dans le Finistère.

Dans ce contexte, l'entreprise et huit autres sites de production cornouillais (*) n'ont pas hésité à s'associer au dispositif expérimental initié par la commission paritaire alimentaire.

Question d'attractivité

Chez Monique Ranou, tout est mis en œuvre pour attirer de nouveaux candidats. L'an passé, l'entreprise a même fait appel à un Youtuber pour attirer les jeunes. « Nous avons de la chance d'avoir une belle image et une attractivité », constate Christine Serres. Intéressement et participation n'y changent rien. Les métiers de l'industrie agroalimentaire peinent à effacer l'image de métiers répétitifs et sans responsabilité malgré les évolutions.

L'objectif d'Agil'Agro, en la matière,

est de mutualiser les moyens des entreprises. « Nous allons mener des opérations dans toutes les communes dès janvier prochain pour aller au-devant des personnes en recherche d'emploi », explique Charles Bardon (HR consultancy partners), l'animateur du dispositif financé par l'État, la Région et Ocapiat. Une mutualisation dont les effets sont attendus chez SBA (110 salariés à Briec). Le site d'abattage et de découpe de cochons prévoit 20 à 25 embauches.

Prêt de main-d'œuvre

Pour faire face à des difficultés passagères, notamment saisonnières, les entreprises, dont le nombre devrait grossir dès janvier prochain pour représenter près de 4 000 emplois, vont également expérimenter le prêt de main-d'œuvre. Une disposition prévue par le Code du Travail. Ils pourront réaliser des missions dans une autre entreprise du collectif pour une

durée maximale de six mois, sans changer d'employeur.

Un projet décrié par la CGT, faute de garanties. « On y travaille, il s'agit d'un dispositif expérimental », répond Michel Le Bot. Encore marquée par la crise des volaillers, la commission paritaire défend le principe d'une mobilité qualifiante. « 70 % des salariés de l'agroalimentaire sont de niveau 5 ou inférieur. Ils ont besoin d'être formés pour maintenir leur employabilité », souligne le président de la commission paritaire et élu CFDT.

À peine lancé, Agil'Agro fait déjà des envieux. Le dispositif pourrait s'étendre au nord du Finistère et au secteur de Pontivy dès 2021, en fonction des premiers résultats.

* Criollo, France Poultry, Jean Hénaff, La Lampaulaise de Salaisons, MerAlliance Armoric, SCO Ranou, SBA, SBV et Yer Breizh.